

Intervention à l'Assemblée parlementaire du TIAN
Pierre Laurent, 20 juin 2022, Vienne, ONU

Mesdames, Messieurs, Chers collègues,

Comme parlementaire venu de France, une des grandes puissances détenant le feu nucléaire, comme vice-président du Sénat français et membre du groupe Communiste, Républicain, Citoyen et Ecologiste (CRCE), c'est un grand honneur pour moi de m'exprimer devant vous.

Assurément, les peuples du monde ont aujourd'hui à écrire un nouveau chapitre du grand combat pour la paix. Si nous pouvons y contribuer ici, alors nous aurons accompli notre devoir. En effet, les menaces qui pèsent sur notre sécurité collective n'ont jamais été aussi nombreuses. Crises économiques et alimentaires, sécheresses et dérèglement climatique, montée d'extrémismes haineux et xénophobes, surarmement... Les facteurs de déclenchement des conflits se multiplient, et les guerres, loin de les résoudre, participent à en aggraver chacun des maux. C'est à résoudre les causes profondes de ces conflits que nous devrions consacrer toutes les énergies humaines, et le monde fait aujourd'hui le contraire en renforçant la militarisation des relations internationales.

Face à la montée des périls, face aux exigences sociales et écologiques, plutôt que la construction d'une sécurité humaine globale construite sur la résolution pacifique et négociée des grands défis de notre époque et des sources de conflits, trop d'Etats répondent par le surarmement massif et incontrôlé. Partout en Europe, les dépenses militaires explosent. En France, le président Macron prétend vouloir faire basculer notre industrie dans l'économie de guerre.

Dans ce contexte les armes de destruction massive, au premier rang desquelles les armes nucléaires, rendent la situation mondiale plus dangereuse que jamais. Parce que nécessairement dédiées à la conduite d'une guerre totale, ces armes font courir un danger d'extinction à toute l'Humanité.

Depuis l'agression de la Russie contre l'Ukraine, la menace de déclenchement d'un conflit nucléaire est dangereusement banalisée. Vladimir Poutine en brandit désormais la menace, et les puissances rivales de l'OTAN répondent par l'escalade du surarmement. Cette situation montre combien la rhétorique de la « dissuasion nucléaire » est aujourd'hui aussi folle que désuète. Tant qu'existeront les arsenaux nucléaires, la tentation de les utiliser existera, et la menace d'un péril mortel planera sur nos têtes.

C'est pourquoi l'absence du gouvernement français lors de cette première réunion des Etats parties du TIAN est incompréhensible et regrettable. Il y a quelques jours avec plus de 50 parlementaires français, représentant un large arc de forces politiques, nous avons appelé de nouveau Emmanuel Macron à engager la participation de la France comme Etat observateur lors de la première réunion du TIAN.

Cet appel n'a malheureusement pas reçu de réponse favorable de la part du Président, mais

nous ne baissons pas les bras. Bien au contraire, le résultat des élections législatives le 19 juin confirme qu'Emmanuel Macron n'a pas de majorité législative pour sa politique, et dans la principale opposition, la nouvelle Union populaire écologique et sociale, très nombreux seront les parlementaires à rejoindre notre combat. Avec les mobilisations populaires sans lesquelles rien ne sera possible, nous aurons plus de force aujourd'hui pour faire basculer la France dans le camp du désarmement.

Les parlementaires communistes de France, à l'Assemblée nationale et au Sénat, resteront donc pleinement engagés. Nous mettrons tout en œuvre en France, en métropole comme en outre-mer, pour engager le plan d'action que nous allons adopter, jusqu'à gagner le désarmement nucléaire mondial. Ce sera un combat difficile, long mais nous gagnerons.